

CHINE

PEKIN VEUT RASSURER M. RUMSFELD

Suite à l'émoi provoqué aux États-Unis par les déclarations du général Zhu (voir Synthèse n° 1), la Chine a cherché à rassurer les États-Unis sur l'état de sa doctrine nucléaire. Le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, premier étranger à visiter, en octobre 2005, l'état-major du Deuxième Corps d'Artillerie, s'est vu ainsi affirmer par le commandant du Corps, le général Jing Zhiyuan, que les propos du général Shu étaient « *sans aucun fondement* »¹.

Dans une publication récente, l'analyste Dingli Shen (université de Fudan) – bien connu des milieux occidentaux – tout en se voulant lui aussi rassurant, suggère pourtant, une nouvelle fois, que Pékin s'interroge sur les limites du « non-emploi en premier ». Il propose en particulier ce petit chef d'œuvre d'ambiguïté : « *Si les forces conventionnelles de la Chine étaient annihilées, si Taiwan saisissait l'opportunité de déclarer son indépendance de jure, il est inconcevable que la Chine permettrait que ses forces nucléaires soient détruites par des attaques de précision menées au moyen de munitions conventionnelles, au lieu de les utiliser comme de véritables moyens de dissuasion* »²...

¹ Al Pessin, « China Says It Will Not Use Nuclear Weapons First », *Voice of America News*, 19 octobre 2005.

² Dingli Shen, « Nuclear Deterrence in the 21st Century », *Defense & Security Analysis*, vol. 21, n° 4, décembre 2005.

ÉTATS-UNIS

DEBATS SUR L'AVENIR A LONG TERME DE L'ARSENAL NUCLEAIRE (2)

1) Pour l'année fiscale 2006, le Congrès a alloué au programme *Reliable Replacement Warhead* (RRW) la somme de 25 millions de dollars, soit presque le triple de celle demandée par l'administration (9 millions). Mais en précisant qu'une nouvelle arme issue de ce projet ne pourrait faire l'objet d'un essai nucléaire, le Congrès a commencé à « baliser » significativement les limites du programme.

Comme on le sait (cf. Synthèse n° 1), la finalité du programme RRW reste en effet extrêmement floue – ce qui a d'ailleurs assuré son succès. Certains y voient exclusivement un moyen d'assurer la pérennité de l'arsenal existant, d'autres y voient la possibilité de créer des formules d'armes entièrement nouvelles.

En revanche, il semble à peu près certain que des modifications significatives d'armes existantes telles que la W76 exigeraient de tester à nouveau le système d'armes (en l'espèce, le missile Trident).

2) Pour l'année fiscale 2006, le budget alloué à la *National Ignition Facility* (NIF) est de 327 millions de dollars, soit 10 millions de moins que ce qui avait été demandé par l'administration.

3) Le Département de l'Énergie a annoncé fin octobre 2005 que deux nouveaux super-calculateurs étaient désormais affectés au programme américain de simulation. Situés dans le laboratoire Lawrence Livermore, les deux calculateurs ont chacun une capacité d'environ 100 Teraflops.

ÉTATS-UNIS

L'ANNONCE (PREMATUREE ?) DE LA FIN DU PROGRAMME RNEP

En novembre 2005, le programme *Robust Nuclear Earth Penetrator* (RNEP) a subi un revers important dans le débat budgétaire pour l'année fiscale 2006.

La Chambre des représentants avait alloué 4 millions de dollars au Département de l'Énergie pour l'année fiscale 2006 (supprimant tout financement au Pentagone, qui souhaitait étudier l'intégration du futur système d'armes au bombardier B2), mais la Commission des forces armées du Sénat lui avait refusé cette somme. Le Sénat a approuvé la décision de la commission en séance plénière le 15 novembre.

A moins d'un changement important dans la composition du Congrès suite aux élections de novembre 2006 dans un sens favorable à l'administration Bush, il est très peu probable que cette dernière parviendra à assurer le financement prévu du programme (qui devait être de 14 millions de dollars pour l'année fiscale 2007). En revanche, il est tout autant probable que l'administration pourra bénéficier des enseignements des tests envisagés dans le cadre des études de pénétration conventionnelle pour l'éventuelle mise au point d'un nouveau système d'armes équipé d'une charge nucléaire. Le test d'impact prévu en 2006, demandé par la NNSA, n'est pas remis en cause. Mais les fonds nécessaires étant affectés au Département de la Défense (USAF), il devra avoir lieu sur une base de l'USAF, et non dans un laboratoire du DoE... ce qui pourrait n'avoir aucune importance concrète, le laboratoire Sandia, où le test est prévu, étant situé sur la base aérienne de Kirtland.

Le sénateur républicain Pete Domenici (élu du Nouveau-Mexique, où se trouve le laboratoire Sandia), qui a joué avec le représentant républicain David Hobson un rôle clé dans cette affaire, a précisé : « *Les efforts vont maintenant se porter sur le Département de la Défense et ses recherches concernant la technologie de pénétration terrestre à l'aide de moyens conventionnels. La NNSA a indiqué que cette recherche devrait porter sur les armes conventionnelles davantage que les engins nucléaires tactiques. Ce changement de politique de l'administration étant acquis, nous sommes tombés d'accord pour ne pas fournir au DoE de financement pour le RNEP* »¹.

¹ « Domenici : NREP Funds Dropped from Appropriations Bill », *Press Releases of Senator Pete Domenici*, 25 octobre 2005.

L'administration a donc fait contre mauvaise fortune bon cœur et cherché à préserver la recherche sur les problèmes de pénétration en sacrifiant le programme RNEP. Si ce dernier paraît désormais condamné en tant que tel, les décisions de la fin 2005 ne signifient aucunement la fin de tout projet de pénétrateur nucléaire.

Nota bene : Le RNEP devait être basé sur une arme B61 ou B83 modifiée, avec deux options de niveau d'énergie : 5 à 7 kilotonnes, ou 30 kilotonnes. Selon des sources militaires américaines, le programme était en phase 6.2 (*Concept and Technology Development*) jusqu'à fin 2006, et devait entrer en phase 6.3 (*System Development and Demonstration*) en 2007, pour une production envisagée à partir de 2014.

ÉTATS-UNIS

LE STRATCOM

AFFIRME SA « CAPACITE DE FRAPPE A L'ECHELLE MONDIALE »

Conformément aux décisions prises par la *Nuclear Posture Review* de 2001, le STRATCOM est désormais chargé de fédérer les compétences opérationnelles américaines dans le domaine des frappes à grande distance, qu'il s'agisse du domaine conventionnel, du domaine nucléaire, ou des actions « *non-cinétiques* » (*sic*¹). Les missions nucléaires sont ainsi « diluées » dans un ensemble beaucoup plus vaste.

L'organisme responsable de ces tâches au sein du STRATCOM, le *Joint Functional Component Command for Space and Global Strike*, a été déclaré opérationnel à la mi-novembre 2005. (Il ne s'agit que d'une capacité initiale, le commandement ne devant atteindre sa pleine capacité que le 30 septembre 2006².)

Selon des chercheurs américains, cette capacité s'est notamment manifestée par la mise au point d'un plan de circonstance dénommé *Contingency Plan 8022*, qui donnerait la possibilité au STRATCOM d'exécuter très rapidement des frappes conventionnelles ou nucléaires sur des puissances régionales³. Ce plan aurait été testé lors du dernier exercice annuel *Global Lightning*, qui aurait envisagé cette année (1^{er} au 10 novembre) une riposte contre la Corée du Nord suite à une frappe sur le territoire américain⁴.

¹ Cette notion se réfère aux opérations spatiales et aux opérations informationnelles.

² COL Jim Creighton, USA, Chief of Staff, *JFCC Space and Global Strike – Command Update to the Space and Missile Defense Conference*, août 2005.

³ Hans M. Kristensen, « Preparing for the Failure of Deterrence », *SITREP* vol. 65, n° 6, novembre-décembre 2005, p. 11.

⁴ William M. Arkin, « Code Name of the Week : Global Lightning », *The Washington Post*, 21 octobre 2005.

ÉTATS-UNIS

TEMPETE DANS UN VERRE D'EAU A PROPOS DE LA DOCTRINE NUCLEAIRE (2)

Comme cela était prévisible (voir Synthèse n° 1), la révision du texte de l'état-major interarmées relatif à la mise en œuvre de la doctrine nucléaire par les commandements interarmes (*Doctrine for Joint Nuclear Operations*) devrait être significativement modifiée dans sa version finale au regard de la version du texte qui a circulé à l'été 2005. C'est en tout cas ce que des sources du Pentagone ont indiqué en octobre 2005, précisant que cette version finale ne serait peut-être pas approuvée avant l'été 2006¹.

Pour autant, l'affaire n'en finit pas de causer des remous politiques aux États-Unis et dans le reste du monde.

Ainsi 16 parlementaires démocrates américains – dont les sénateurs démocrates du Massachusetts Ted Kennedy et John Kerry – ont-ils écrit une lettre ouverte au président Bush le 2 décembre, lui demandant de se saisir personnellement de l'affaire, au nom des risques que ferait peser le texte dans la version actuelle².

A l'initiative de l'université de San Diego, plus de 1 500 scientifiques américains ont signé une pétition (*Petition by physicists on nuclear weapons policy*, septembre 2005) demandant le retrait du texte. De manière plus anecdotique, on notera la lettre ouverte au président de la République française, sur le même thème et avec les mêmes inquiétudes, parrainée par trois scientifiques français³.

¹ David Ruppe, « US Nuclear Doctrine Will Probably Omit Controversial Text », *NTI Global Security Newswire*, 21 octobre 2005.

² *Rep. Tauscher Cautions Against Aggressive Nuclear Policy – 16 Democrats Voice Concern about Draft Nuclear Document*, 2 décembre 2005. La lettre elle-même, contenue dans ce document, est curieusement datée du 5 décembre.

³ *Lettre ouverte au Président de la République française*, 3 décembre 2005, co-signée par MM. Daniel Iagolnitzer, André Landesman, et Christophe Soulé, ainsi que par quelques 300 chercheurs français à ce jour.

ÉTATS-UNIS / COREE DU SUD

REAFFIRMATION DU PARAPLUIE NUCLEAIRE

Alors que les relations entre Washington et Séoul sont de plus en plus tendues, les États-Unis ont explicitement réaffirmé que la Corée du Sud continuait de bénéficier de la protection nucléaire américaine. Le communiqué publié après la 27^{ème} réunion du comité conjoint de sécurité en octobre 2005 précise : « *Le Secrétaire [à la défense M.] Rumsfeld a réaffirmé l'engagement des États-Unis envers la sécurité de la République de Corée, et au maintien d'une protection nucléaire pour la République de Corée, en cohérence avec le Traité de Défense Mutuelle* »¹.

¹ *The 37th Security Consultative Meeting Joint Communiqué*, 21 octobre 2005.

ÉTATS-UNIS / OTAN

LE SENAT S'INTERESSE AUX ARMES NUCLEAIRES NON STRATEGIQUES

Le 8 novembre 2005, les sénateurs démocrates Jack Reed et John D. Rockefeller ont proposé au Sénat de demander au Département de la Défense de produire un rapport sur les armes nucléaires « non stratégiques » russes et américaines avant la fin juin 2006. Ce rapport devra examiner l'intérêt éventuel pour les États-Unis :

- « (1) *d'une réduction des armes nucléaires non stratégiques russes et américaines ;*
- (2) *d'une amélioration de la sécurité des armes nucléaires non stratégiques russes et américaines en situation de stockage et de transport ;*
- (3) *de l'identification et du développement de mécanismes et de procédures visant à mettre en œuvre des réductions transparentes des armes nucléaires non stratégiques ; et*
- (4) *de l'identification et du développement de mécanismes et de procédures visant à mettre en œuvre le démantèlement transparent des armes nucléaires non stratégiques en excès »¹.*

Cet amendement a été adopté à l'unanimité le même jour.

La demande du Sénat s'inscrit dans le cadre d'un intérêt persistant (et bipartisan) du Congrès pour les programmes de « réduction de la menace » et par un regain de débat sur l'opportunité pour les États-Unis de maintenir un arsenal nucléaire subséquent en Europe (cf. Synthèse n° 1).

¹ Amendement SA 2455 au projet de budget de la défense (source : Library of Congress).

ROYAUME-UNI

LE DEBAT SUR L'APRES-TRIDENT ENTRE EN PHASE DE CROISIERE

Le débat sur l'avenir de la force britannique de dissuasion nucléaire, qui a été véritablement initié au printemps 2005 (cf. Synthèse n° 1), est maintenant bien lancé.

Plusieurs députés du parti travailliste contestent ouvertement l'opportunité de prolonger ou de remplacer le système Trident. Pour faire face à cette fronde – et éviter une confrontation en séance plénière de la Chambre des Communes – le ministre de la Défense M. Reid a reçu à l'automne 2005, par groupe de six, les députés désireux de débattre de la question¹. Pour l'heure, il n'est pas envisagé de soumettre la question du remplacement du Trident à un vote au Parlement.

Début octobre 2005, le MoD a donné des indications sur l'augmentation en cours du budget de l'établissement d'Aldermaston (*Atomic Weapons Establishment*). Depuis 2000, celui-ci est d'environ 300 millions de livres par an. En 2006, le budget d'Aldermaston sera de 507 millions de livres, et continuera encore à augmenter. Cet accroissement révèle la volonté du gouvernement de s'assurer qu'Aldermaston disposera des compétences nécessaires pour la maintenance, l'adaptation, et éventuellement le remplacement des armes britanniques.

Le coût d'acquisition du Trident a été de l'ordre de 12,5 milliards de livres (1998). Son coût de remplacement fait l'objet d'estimations très variables, allant de 15 milliards à 35 milliards de livres.

Le système devra commencer à être remplacé vers 2020 (fin de service actif du premier SNLE prévue en 2019, sauf prolongation), avec une décision à prendre en tout état de cause avant 2010 – ce qui, concrètement, rend probable une annonce en 2007 ou en 2008, c'est-à-dire bien avant les élections de 2009.

A ce stade, le gouvernement ne masque pas son inclination pour le maintien d'une dissuasion nationale. Les trois principales options évoquées dans les milieux gouvernementaux sont la prolongation de vie du système d'armes, le remplacement par un système d'armes du même type, et la mise en chantier d'un nouveau système d'armes. Les officiels britanniques insistent sur le fait qu'aucune option n'est exclue. Ainsi le chef d'état-major adjoint de la Marine a-t-il fait savoir, par exemple, qu'un système

¹ La contestation est menée par MM. Gordon Prentice, Paul Flynn et John Austin.

balistique n'était qu'une option possible². La possibilité de recourir à des missiles de croisière est fréquemment évoquée dans les débats, dans un mode mer-sol ou air-sol. Il est relevé que cette option serait moins coûteuse qu'un nouveau système balistique³. Le ministre de la Défense lui-même aurait suggéré indirectement qu'une option air-sol devait être envisagée en raison des progrès possibles, à l'avenir, de la détection des sous-marins par satellite.

Les arguments présentés par les opposants au remplacement du Trident concernent : la relation avec les États-Unis (« *Si le Royaume-Uni remplace le Trident, nous serons coincés dans le rôle du caniche des États-Unis pour encore une génération* »⁴) ; le respect des engagements pris au titre du Traité de non-prolifération des armes nucléaires ; le coût du système au regard d'autres besoins nationaux ou internationaux ; l'existence supposée d'alternatives (y compris l'existence de la protection conférée par l'OTAN). Début novembre, un sondage MORI a fait état d'une opposition de 54 % des Britanniques au remplacement du Trident. Si le Parti travailliste apparaît divisé, les Conservateurs sont eux très majoritairement favorables au maintien d'une dissuasion nucléaire britannique. Les Libéraux sont dans une position intermédiaire : ils souhaitent prolonger aussi longtemps que possible le système Trident et conseillent de se garder de toute décision hâtive⁵.

Trois publications récentes témoignent de l'entrée du débat public dans une phase active : un ensemble de contributions sur la dissuasion nucléaire réunies par la revue *RUSI Defence Systems* (automne 2005) ; un travail de synthèse et d'analyse réalisé par le chercheur John Ainslie, *The future of the British Bomb*, publié sous les auspices du *WMD Awareness Program*, consortium d'organisations favorables au désarmement nucléaire (octobre 2005) ; et un état des lieux du débat publié par un analyste du Royal United Services Institute, suite à une conférence organisée par l'institut en juillet dernier, et publié par le *RUSI Journal* (décembre 2005).

A signaler enfin que la possibilité d'une éventuelle coopération avec la France, d'une manière ou d'une autre, est à ce stade pratiquement absente du débat public.

² James Kirkup, « UK nuclear defence up in the air », *The Scotsman*, 29 octobre 2005.

³ Colin Brown, « Ministers may save cash by replacing Trident with air-launched missiles », *The Independent*, 2 novembre 2005.

⁴ Clare Short, « A new nuclear weapons is irrelevant to the real issues », *The Independent*, 2 novembre 2005.

⁵ Tim Garden, « The future of UK nuclear weapons », in *RUSI Defence Systems*, vol. 8, n° 2, automne 2005, pp. 17-18.

RUSSIE

ÉVOLUTION DES FORCES STRATEGIQUES (2)

La Russie termine l'année 2005 par une série de tests et d'annonces spectaculaires, visant à démontrer s'il en était encore besoin la volonté de Moscou de disposer dans la durée d'une force nucléaire stratégique moderne.

1) Un essai de RS-18 (SS-19 *Stiletto*) a été réalisé le 20 octobre 2005. Selon l'état-major, cet essai a démontré que le système d'armes avait une durée de vie de près de 30 ans. Le missile testé avait été mis en silo il y a 18 ans¹.

2) Deux essais de RS-12 *Topol-M1* (SS-25 *Sickle*) ont été réalisés en novembre 2005. Le premier, effectué le 1^{er} novembre, a eu deux caractéristiques importantes. Premièrement, il semble avoir été l'occasion de valider le système d'armes avec une tête manoeuvrante dénommée *Igla*². Cette tête pourrait équiper également les futurs missiles mer-sol *Bulava*³. Deuxièmement, il semble avoir été effectué sur une trajectoire inhabituelle (de l'Astrakhan vers le Kazakhstan). Les analystes russes avancent deux explications possibles : la Russie manquerait désormais de moyens de surveillance et de télémétrie ; la trajectoire choisie permettait de limiter les capacités américaines de repérage et d'analyse de l'essai. Le second essai a été réalisé le 29 novembre. Il s'agissait de vérifier le bon état du système après vingt ans de fonctionnement. L'état-major se dit désormais confiant dans la possibilité de voir les missiles *Topol* demeurer en service jusqu'en 2014, et peut-être jusqu'en 2016-2018⁴.

Désormais, 80 % des missiles sol-sol russes intercontinentaux seraient en phase de « prolongation de service actif »⁵.

3) Le calendrier de déploiement des *Topol-M* se précise. Il a été annoncé qu'un cinquième régiment armé de *Topol-M* en silos serait opérationnel avant la fin 2005⁶. En 2006, les

¹ Interfax, « RS-18 missile proved to be reliable – Russian Missile Forces », 20 octobre 2005.

² Le précédent essai, en février 2004, avait impliqué une version antérieure du *Topol-M*.

³ Nikolai Sokov, *The Future Shape of Russia's ICBM Force Clarified*, CNS Research Story, Center for Nonproliferation Studies, 9 novembre 2005.

⁴ Interfax, « Topol ICBM launched from Plesetsk », 29 novembre 2005.

⁵ Interfax, « Service lives of 80 percent of missile systems in SMF inventory extended », 2 décembre 2005.

⁶ Interfax, « Fifth regiment armed with Topol-M missile launchers to be put on combat duty this year », 28 octobre 2005.

forces stratégiques devraient recevoir trois ou quatre nouveaux missiles en silos⁷. Par ailleurs, à partir du début 2006, le remplacement systématique des missiles mobiles par des *Topol-M1* commencera⁸. En 2006, les forces stratégiques devraient recevoir trois nouveaux missiles mobiles⁹. A partir de 2007, jusqu'à neuf missiles (soit un régiment) entreront en service tous les ans. A partir de 2012, les seuls missiles stratégiques sol-sol en service seront de type *Topol*¹⁰.

Ce calendrier semble indiquer un renversement de la « tendance » observée depuis 2000, année où il avait été décidé de diminuer le budget des forces stratégiques terrestres et d'augmenter celui de la marine. Ce renversement de tendance a été attribué à l'avancement satisfaisant du programme de missile mer-sol *Bulava*. Le premier SNLE de la classe *Borey*, équipé de ce missile, devrait entrer en service en 2007¹¹. Un expert russe avance que le *Bulava* serait dix fois moins coûteux que le missile français M-51, dont il évalue le coût à 100 millions d'euros¹².

Une autre explication serait que la Russie cherche à maximiser le volume de ses forces stratégiques, et que la composante terrestre reste le moyen le plus économique pour le faire¹³. Cette hypothèse est rendue crédible par la décision apparente de « re-MIRVer » tout ou partie de la composante terrestre (ce qui impliquerait de modifier le traité START-1, car le *Topol-M* en silos est un système existant). Comme on le sait, Moscou entend bénéficier de la « caducité » du traité START-2 pour doter ses systèmes sol-sol lourds de têtes multiples.

4) Le commandant des forces stratégiques, le général Nicolai Solovtsov, a précisé que « la Russie se refuse à être en compétition avec qui que ce soit en augmentant le nombre de ses missiles et de ses armes nucléaires. Nous avons un potentiel nucléaire suffisant pour défendre ce pays et ses alliés ». Il ajoute que Moscou calcule son potentiel nucléaire en suivant un principe de suffisance cohérent avec les capacités économiques de l'État¹⁴. De manière assez inhabituelle, il a insisté récemment sur la prolifération nucléaire comme menace potentielle pour la Russie, prise en compte selon lui par les forces stratégiques du pays¹⁵.

⁷ Sokov, op. cit. ; Interfax, « Six ICBMs to be supplied to Russian Armed forces in 2006 - Ivanov », 9 novembre 2005.

⁸ Interfax, « Strategic Missile Forces to switch over to Topol-M's in 2006 », 25 octobre 2005.

⁹ Sokov, op. cit.

¹⁰ Interfax, « Missile forces to use only mobile, silo-based Topol-Ms from 2012 », 2 décembre 2005.

¹¹ Interfax, « Bulava missile to enter Russian Navy inventory in 2007 », 16 novembre 2005.

¹² Interfax, « Russia's Bulava missile 10 times cheaper than its French analog », 2 décembre 2005.

¹³ Sokov, op. cit.

¹⁴ Interfax, « Russia has no need to boost nuclear potential – missile forces chief », 28 octobre 2005.

¹⁵ Interfax, « Missile forces to use only... », op. cit.

SAINT-SIEGE

BENOIT XVI ET L'ARME NUCLEAIRE

Depuis le début des années 1990, le Vatican a rompu avec l'idée d'une « acceptation provisoire » de la dissuasion nucléaire, qui avait marqué les années 1980.

Benoît XVI s'est exprimé pour la première fois sur la question nucléaire à l'occasion de la « Journée de la paix », avec un argumentaire des plus classiques qui semble tout droit sorti de la Guerre froide malgré une allusion à la prolifération :

« Que dire ensuite des gouvernements qui comptent sur les armes nucléaires pour garantir la sécurité de leurs pays ? Avec d'innombrables personnes de bonne volonté, on peut affirmer que cette perspective, hormis le fait qu'elle est funeste, est tout à fait fallacieuse. En effet, dans une guerre nucléaire il n'y aurait pas de vainqueurs, mais seulement des victimes. La vérité de la paix demande que tous – aussi bien les gouvernements qui, de manière déclarée ou occulte, possèdent des armes nucléaires depuis longtemps, que ceux qui entendent se les procurer – changent conjointement de cap par des choix clairs et fermes, s'orientant vers un désarmement nucléaire progressif et concordé. Les ressources ainsi épargnées pourront être employées en projets de développement au profit de tous les habitants et, en premier lieu, des plus pauvres »¹.

¹ *Dans la vérité, la paix*, Message de Sa Sainteté Benoît XVI pour la célébration de la Journée mondiale de la paix, 1^{er} janvier 2006 (diffusé le 14 décembre 2005).